

# A PROPOS DES ETATS GENERAUX DE BAYROU

Par François Ferrette.

Ainsi donc, M. Bayrou souhaite faire diversion avec ses Etats Généraux annoncés par la campagne présidentielle de Chirac. Nous laissant dans le mystère pendant plusieurs mois, nous voici informé du rythme des Etats Généraux, des dernières propositions formulées dans le Figaro (25/01/96) par le ministre. Le rythme des Etats Généraux étalera des «discussions» avec l'ensemble des acteurs universitaires jusqu'au mois de juin 96.

La première discussion posera le corps des questions que l'ensemble des acteurs veulent bien discuter. Les «bonnes» questions doivent être réunies pour fin février.

La deuxième discussion portera sur la volonté gouvernementale de «réécrire les principes de notre enseignement supérieur». Quand un démocrate-chrétien souhaite «réécrire» des principes, c'est parce qu'il conteste ceux issus du combat laïque du XIX<sup>e</sup> siècle : indépendance des écoles et universités vis à vis des groupes de pression, droit à l'instruction pour tous, délivrance de diplômes nationaux soutenus par des programmes natio-naux. C'est tout cela que Bayrou combat quand il propose de «réécrire des principes». La troisième discussion portera sur les aspects pratiques, les décisions concrètes à mettre en oeuvre. Il s'agira sans doute, à l'instar de la méthode utilisée pour son «Nouveau Contrat pour l'Ecole», d'élaborer des textes réglementaires. Cette étape sera couronnée par une loi de programmation budgétaire reflétant les réformes adoptées par consensus. Cette dernière étape devrait se clôturer courant juin. Cette loi de programmation contiendra donc en elle tous les éléments explosifs visant à démanteler l'université.

Bayrou, qui pratique le silence depuis des mois, nous informe malgré tout qu'il est intéressé par un «nouveau modèle d'universités localisées». Or, en géographie nous savons bien que «local» s'oppose à «national». Nous avons confirmation une fois de plus que Bayrou sait très bien où il compte emmener les étudiants. Il propose, par ailleurs, la création

d'«institutions de la réforme continue» en modifiant les structures de l'Education Nationale qui veilleront à la bonne application des réformes «sans se facher» ajoute Bayrou. Il s'agit de rendre complices les syndicats des réformes ministérielles en les intégrant dans des rouages étatiques.

## MOTION SOUMISE PAR L'ACE-UNEF AU COLLECTIF NATIONAL DES 3 ET 4 FEVRIER 1996.

Le gouvernement ne désarme pas. Malgré les fortes mobilisations de novembre/décembre 95, il cherche à continuer sa politique contre l'enseignement public : dégradation des conditions de vie et d'études avec un budget insuffisant, projet "d'universités localisées", préparation d'un statut de l'étudiant sur la base de la casse de la sécu...

Le monde que M. Bayrou imagine, c'est celui où les diplômes nationaux ont disparu, où les lobbies locaux sont les rois de l'université, où étudiants, enseignants et IATOS sont soumis à la déréglementation tous azimut... C'est celui marqué par Maastricht et le vent de privatisation qui souffle sur l'Europe.

Pour mettre sa politique en oeuvre, M. Bayrou a besoin de la participation de tous les acteurs de la vie universitaire. Les Etats Généraux répondent aux objectifs suivants :

1) faire temporiser les luttes sociales en étalant des «discussions» comme il l'a déjà fait avec le sommet social du 21 décembre pour les salariés.

2) légitimer la réforme du gouvernement contre le service public et laïque de l'enseignement supérieur par la présence des organisations syndicales et associations étudiantes.

3) poser les fondements d'une «université» marquée par : la régionalisation/privatisation croissante, la dislocation des Deug par une réforme des 1ers cycles, une filière technologique soumise au patronat et la professionnalisation des universités. L'aide sociale attaquée par des mesures liées à Maastricht : comment le gouvernement pourrait-il d'un côté casser la Sécurité Sociale et de l'autre définir un statut social favorable aux étudiants?

Nous n'avons aucune illusions à avoir avec ces Etats Généraux contrôlée entièrement par le gouvernement et tournée entièrement contre les acquis étudiants. Dans ces conditions, nous exigeons la suppression des Etats Généraux. Par ailleurs, nous proposons aux autres organisations syndicales d'étudiants, d'IATOS et d'enseignants, dans le cadre d'une intersyndicale nationale, de préparer des assises unitaires pour cerner l'ensemble des revendications universitaires et de faire face aux Etats Généraux de Bayrou.

pour : 21 ; contre : 25.

**DERNIERE MINUTE!!!!!!**

**8 mars 1996 : JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES**

Dans le cadre de la journée internationale, plusieurs organisations syndicales, associatives et politiques appellent à un **rassemblement devant le théâtre de Caen à 17h 30**. En moment, des députés proposent que les associations anti-IVG puissent se porter partie civile pour empêcher que des organisations (comme les Plannings familiaux) fassent de l'information pour le droit à l'avortement. Ces députés mènent une campagne insidieuse puisqu'ils ne remettent pas directement en cause le droit à l'avortement mais l'information auprès des femmes sur l'existence de droit sur la question et l'existence des centres l'exerçant.

Nous devons absolument faire circuler l'information et être présent le plus nombreux possible au rassemblement.

**SOUSCRIPTION :**

Nous venons d'acquérir un ordinateur pour gagner en efficacité dans le fonctionnement du syndicat. Nos objectifs pour les mois à venir est de nous doter d'une imprimante, à court terme, d'un matériel sono pour les manifestations.

Nous appelons à la générosité des membres de l'UNEF de nous aider dans la collecte financière pour renforcer nos capacités d'intervention pour la défense des intérêts étudiants.

**La BULLE :**

**responsable de la rédaction :** Sylvain Favry

**comité de rédaction :** François Ferrette,  
Nicolas Gosselin, Cyrille Lebourrier, Olivier  
Ruet, Eddie Vautier.